

ÉDITORIAL PAR PATRICK LAMM

Energie : se garder de l'irrationnel

Un baril de pétrole qui flambe, un réseau électrique qui disjoncte en Europe, des glaciers qui fondent au pôle Nord, une couche d'ozone trouée de toutes parts : les signes d'un dérèglement du couple énergie-climat semblent se multiplier. Aussi est-ce à juste titre que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a tiré hier le signal d'alarme. Et son diagnostic est sans appel : coïncé entre les difficultés de son approvisionnement et un environnement qui se dégrade, le monde doit repenser au plus vite sa politique énergétique.

A partir de ce constat incontestable, tous les lobbies, toutes les chapelles vont vouloir pousser leurs pions pour tenter d'imposer leurs solutions. Et voilà bien le danger : passer du rationnel à l'irrationnel en jouant sur les réflexes émotionnels. L'écologiste Nicolas Hulot nous dit déjà que l'opinion est prête au passage à une « société de modération ». Les pro-nucléaires vont se sentir encouragés par les conclusions de l'AIE. Les agriculteurs se frottent les mains à la perspective d'un développement accéléré des biocarburants. Les mineurs savourent le retour en grâce du charbon et les tenants de l'éolien constatent avec intérêt que le vent souffle en leur faveur.

Et pourtant... Aucun pays n'est prêt aujourd'hui à modérer sa croissance économique. Aucun n'est disposé à se lancer dans le tout-nucléaire, comme l'a fait la France, bien que cette énergie soit l'une des plus propres. Les biocarburants restent chers et d'un rendement inférieur à l'essence. Le charbon, pour retrouver

son lustre, doit d'abord être dégazéifié. Et l'éolien ne doit pas dépasser un certain seuil dans la production énergétique d'un pays pour être une réponse vraiment efficace.

En vérité, il n'y a pas de solution miracle si l'on veut continuer d'alimenter la croissance économique à un bon rythme sans épuiser nos ressources naturelles et infliger à notre pauvre planète des dommages irréparables. Il faut agir sur plusieurs leviers. D'abord, diversifier les sources d'approvisionnement en énergie pour moins dépendre du pétrole. Ensuite, économiser l'énergie, en particulier dans l'industrie automobile, dans l'habitat et dans les transports. Enfin, améliorer l'efficacité énergétique, ce qui implique la mise en place de nouvelles technologies pour augmenter les rendements. Une chose est sûre en tout cas : les Etats devront rester en première ligne dans ce combat alors qu'ils ont plutôt eu tendance à se défaire de leurs responsabilités au cours des dernières années en privatisant et en dérégulant sans plan d'encadrement à long terme. Le marché ne peut réguler à lui seul une allocation optimale des ressources qui respecte les contraintes environnementales. Des investissements colossaux vont devoir être réalisés qu'une entreprise soumise à son cours de Bourse ne sera pas toujours en mesure d'assumer. L'énergie est un secteur à part, où le politique doit occuper toute sa place.

Lire nos informations page 20.